

**Revue de presse  
élaborée à partir de revues spécialisées**

**NOVEMBRE 2006**

## FINANCES

### **La communauté de communes du Tilleul joue la solidarité**

Le groupement augmente de 10% l'attribution de compensation qu'il verse à ses communes membres, pour que celles-ci n'étouffent plus financièrement.

La Gazette des Communes - 13/11/2006

### **La majorité adopte le budget 2007 dans un climat devenu morose**

Prévisions de croissance revues en baisse, contestation de la réforme de la taxe professionnelle, divisions au sein de l'UMP : le climat n'est plus le même qu'il y a un mois, à l'ouverture du débat budgétaire à l'Assemblée nationale.

Les Echos - 21/11/2006

### **Compte-rendu du comité des finances locales du 24 octobre 2006**

Document d'information du 6 novembre 2006.

Le Moniteur - 24/11/2006

### **Intérêt et mise en oeuvre du crédit-bail défiscalisé**

Le financement en crédit-bail des matériels roulants permet de bénéficier des dispositifs généraux de crédits d'impôts prévus par l'Etat pour ce type d'investissement. Cette avance gratuite de trésorerie est assimilable à une subvention versée par l'Etat au projet d'infrastructure de la collectivité.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **En dix ans, la taxe foncière a progressé de plus de 70 %**

Son rendement atteint désormais 24 milliards d'euros. La flambée de cet impôt risque de décourager les aspirants propriétaires.

Le Figaro - 29/11/2006

### **Le marché obligataire peine à attirer les collectivités locales**

Treize communautés urbaines ont lancé un emprunt obligataire de 103,6 millions d'euros à 20 ans cette semaine. Ce type d'opération reste rare, en raison de la taille réduite des collectivités.

La Tribune - 30/11/2006

### **Projet de loi de finances initiale pour 2007 : une année de répit pour les collectivités locales**

Par rapport à la LFI 2006, le PLFI 2007 comporte peu de dispositions dédiées aux collectivités territoriales. A la veille d'échéances électorales, le Gouvernement semble faire une pause avant de prendre des décisions stratégiques pour les années futures, notamment par une contribution des collectivités à la réduction du déficit public. Il est vrai que l'article 85 de la LFI 2006 avait déjà prévu une modification notable par la mise en place de la réforme de la TP applicable à compter de 2007. Les collectivités pourront participer au financement du dégrèvement au titre du plafonnement à la valeur ajoutée (versement d'un ticket modérateur si les taux de TP sont supérieurs aux taux de référence imposés parla loi).

La Lettre du Financier Territorial - 30/11/2006

### **Projet de loi de finances pour 2007 : un budget de transition**

Le projet de loi de finances conserve le mode d'évolution des dotations de l'État, mais le plafonnement de la taxe professionnelle et le « bouclier fiscal », décidés en 2005, vont réduire la marge de manœuvre de collectivités.

Maires de France - 30/11/2006

## FISCALITE LOCALE

### **Face à la réforme de la TP, les groupes de communes ajustent leur fiscalité**

Le nombre de groupements optant pour une fiscalité mixte augmente, réforme de la taxe professionnelle (TP) oblige. La part d'impôts réglés par l'Etat est répartie à la hausse en 2005, signale une étude de la DCCL.

Les Echos - 02/11/2006

### **Le plafonnement de la taxe professionnelle favorise l'évasion fiscale**

La loi de Finances pour 2006 a donné lieu, en décembre dernier, au vote d'un article qui a introduit, à compter de 2007, un plafonnement strict de la taxe professionnelle (TP), acquittée par les entreprises, à 3,5 % de leur valeur ajoutée comptable.

Les Echos - 07/11/2006

### **Les députés prêts à atténuer les effets de la réforme de la taxe professionnelle**

La commission des Finances de l'Assemblée nationale souhaite amender la réforme de la TP votée l'an dernier. Un débat houleux s'annonce vendredi en séance, tant le sujet reste controversé, à droite comme à gauche.

Les Echos - 16/11/2006

### **TIPP : les régions ne font pas de cadeaux aux automobilistes**

A l'exception de l'Alsace, la quasi-totalité des régions françaises vont porter à son maximum la fraction de cette taxe sur les carburants qu'elles peuvent faire moduler depuis cette année.

Les Echos - 16/11/2006

### **Spectaculaire hausse des impôts locaux en 2006**

En 2006, les Français auront vu la facture de leurs impôts locaux votés par les communes, départements et régions progresser de 5,6 %, soit 4,6 fois plus que l'inflation

Le Parisien - 29/11/2006

## FCTVA / TVA

### **Modification de dispositions relatives au fonds de compensation pour la TVA**

Décret N°2006-1358 du 8 Novembre 2006 Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. JO du 10 novembre 2006-NOR:INTB0600237D  
Le Moniteur - 24/11/2006

## COMPTABILITE

### **Concessions de services publics : où en sont les normes ?**

Le déploiement des normes IFRS pose un certain nombre de difficultés en ce qui concerne les contrats conférant un droit d'utilisation d'actifs, notamment les contrats de concession et assimilés  
Option Finance - 13/11/2006

### **La certification qui énerve Bercy**

Bercy veut prévenir toute attaque de la Cour des comptes, qui doit certifier, pour la première fois au printemps 2007, les finances de l'État. Avec cette étape cruciale prévue par la Lolf, les magistrats de la rue Cambon se transforment en commissaires aux comptes.  
Acteurs Publics - 01/11/2006

### **Les apports essentiels de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances en matière de dépenses de personnel**

La loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances a profondément transformé les règles budgétaires en matière de dépenses de personnel. Elle a mis en place un corpus de règles tendant à soumettre les dépenses de personnels à des règles particulières. Cette nouvelle législation a déjà imposé des modifications du droit de la fonction publique, en matière d'avancement notamment. On peut se demander si, à terme, elle ne conduira pas à un recours accru aux non-titulaires ou à l'externalisation de certaines missions.  
AJDA - 06/11/2006

### **La gestion de fait à travers la jurisprudence récente des chambres régionales des comptes**

L'immixtion irrégulière dans des fonctions réservées aux comptables patents des collectivités territoriales recouvre des situations d'une grande diversité dont cette seconde chronique, consacrée à la gestion de fait à travers la jurisprudence du juge des comptes local, démontre l'actualité. Le fait générateur repose obligatoirement sur l'encaissement sans titre de fonds publics, ou sur leur extraction irrégulière, afin de constituer une «caisse occulte». Mais l'environnement juridique de ces situations peut concerner la rémunération des agents (v. première partie, AJDA 2006, p. 969), le maniement de valeurs inactives, la gestion d'un service public délégué, voire des opérations contractuelles d'une réelle complexité, au-delà d'hypothèses plus classiques.  
AJDA - 20/11/2006

### **Les communes et le financement du risque**

Le point après le décret du 27 décembre 2005 organisant le nouveau régime des provisions  
La Revue du Trésor - 30/11/2006

## CONSOLIDATION

### ***Jusqu'où faut-il consolider les comptes ?***

Le besoin d'une vision financière globale du territoire émerge, parallèlement au développement de l'intercommunalité. Pour établir cette vue d'ensemble, les collectivités territoriales ont différentes méthodes à leur disposition.

La Gazette des Communes - 06/11/2006

## INFORMATIQUE / TIC

### **Amiens et la Somme : un réseau haut débit sans DSP**

Pour construire son réseau et développer les TIC, le conseil général de la Somme et Amiens métropole ont créé un syndicat mixte.

La Gazette des Communes - 20/11/2006

## RESSOURCES HUMAINES

### **Recruter un fonctionnaire... en qualité de non-titulaire**

Un fonctionnaire en disponibilité peut, dans certains cas, être recruté dans une autre collectivité en qualité d'agent non titulaire, y compris par la voie du détachement.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/11/2006

## GESTION INTERNE

### **En route vers une culture du résultat**

Comme l'Etat avec la Lof, les collectivités commencent à mesurer l'efficacité de leur action suivant une logique de résultat. D'où l'apparition d'indicateurs de performance, conçus comme des outils de management.

La Gazette des Communes - 13/11/2006

## INTERCOMMUNALITE

### **Le retrait d'une commune membre d'un EPCI**

Si l'intercommunalité en France a longtemps été considérée comme un processus irréversible, la loi Chevènement de 1999 a énoncé clairement la faculté pour une commune de se retirer d'un EPCI. L'objectif était de rassurer les communes craignant une perte définitive de compétence. Depuis, le législateur est intervenu dans ce domaine à plusieurs reprises. Il n'en reste pas moins que la possibilité de retrait, très encadrée, est, en dernière analyse, soumise à l'accord du préfet.

AJDA - 20/11/2006

### **Quelles évolutions pour l'intercommunalité ?**

Comment l'intercommunalité doit-elle évoluer pour contribuer à l'organisation et à l'aménagement des territoires et mieux répondre aux attentes de la population ?

Maires de France - 30/11/2006

## METP / PPP

### **Le financement des PPP en France**

Rapport du groupe des banques et organismes financiers membres de l'IGD  
Le Moniteur - 13/11/2006

## SEM / HLM

## ASSOCIATIONS

### **Fin de la mission du commissaire aux comptes**

Lorsque la situation d'une association évolue, elle peut être conduite à désigner un commissaire aux comptes. Mais, si la situation régresse, faut-il ou non conserver le commissaire aux comptes ? Un rappel des règles sur ce sujet s'impose.

Juris Associations - 01/11/2006

### **Incompatibilités parlementaires**

Conseil constitutionnel, décision n° 2006-20/21, du 20 juillet 2006, [www.conseil-constitutionnel.fr](http://www.conseil-constitutionnel.fr)

Juris Associations - 01/11/2006

### **Les associations toujours agréées**

Décrets n° 2006-1228 et 2006-1229 du 6 octobre 2006, JO du 7, p. 14865 et s.

Journal des Maires - 01/11/2006

### **L'association qui couve doit être fiscalisée**

Réponse ministérielle à Jean Glavany : JO Assemblée nationale du 18 juillet 2006, p. 7573, n° 94169.

Juris Associations - 01/11/2006

### **La convention d'occupation ne constitue pas nécessairement un marché public ou une délégation de service public**

TA Paris, n° 060975176 du 7 juillet 2006. Racing Club de France, inédit.

Juris Associations - 01/11/2006

### **10 questions sur les groupements de coopération**

Les groupements de coopération sanitaire ou sociale et médico-sociale visent à favoriser une collaboration dynamique entre les professionnels.

La Gazette des Communes - 06/11/2006

### **Le volontariat associatif et l'engagement éducatif : deux nouveaux contrats**

La loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, publiée au Journal officiel le 25 mai, a ouvert la possibilité pour les employeurs, dans des situations spécifiques, de recourir à deux nouveaux contrats. Les modalités d'utilisation de ces contrats viennent d'être précisées dans le cadre, notamment, des décrets des 28 juillet et 29 septembre 2006, de l'arrêté du 30 septembre et de l'instruction ministérielle du 10 octobre.

Option Finance - 06/11/2006

### **Fiscalité : deux aspects à distinguer**

Le Code général des impôts s'intéresse tant aux conditions dans lesquelles les associations et fondations deviennent propriétaires d'un immeuble qu'à celles dans lesquelles elles le gèrent et s'en défont. D'où la nécessité de distinguer la fiscalité de la détention et de l'administration de celle de l'acquisition et de la cession de l'immeuble.

Juris Associations - 15/11/2006

### **Les biens publics mis à disposition d'une association**

Le régime de la mise à disposition à une association de biens appartenant au domaine public d'une personne publique s'est libéralisé récemment, notamment par la généralisation de l'octroi d'un droit réel ou la faculté d'utiliser beaucoup plus largement un crédit-bail. Ces facilités permettent à l'association d'avoir une gestion plus dynamique du bien occupé, et à la personne publique de valoriser son patrimoine.

Juris Associations - 15/11/2006

### **Une couverture gratuite pour certains bénévoles**

[www.fondation-benevolat.org](http://www.fondation-benevolat.org) et [www.benevolat.org](http://www.benevolat.org)

Juris Associations - 15/11/2006

## DELEGATIONS

### **✚ Le Conseil d'Etat se prononce sur la portée de la libre négociation en matière de délégation de service public**

Le principe de la libre négociation en matière de délégation de service public interdit de considérer qu'une offre est nouvelle au seul motif qu'elle est notablement inférieure à l'offre d'origine. Les seules limites à la libre négociation sont à rechercher dans le respect de l'égalité entre les candidats.

AJDA - 06/11/2006

### **✚ Les trois étages de l'immobilier associatif**

Le local est certainement la ressource la plus indispensable au fonctionnement de l'association. Sans lieu pour exercer, pour accueillir ou, tout simplement, pour se réunir, l'activité peut difficilement se développer. En la matière, la location, l'acquisition et la mise à disposition constituent les trois hypothèses qui s'offrent couramment à l'association. Des pistes à explorer en fonction de critères propres aux structures et de la spécificité du projet associatif : ressources, état des relations avec les collectivités locales ou encore type d'activité envisagé. Réglementation, incidences fiscales et typologie des baux au programme

Le Moniteur - 10/11/2006

### **✚ Concession domaniale et DSP : où est la frontière ?**

La frontière entre délégation de service public et occupation du domaine public n'est pas toujours aisée à définir. La question est pourtant importante car les concessions domaniales ne sont pas soumises à des régies de passation déterminées et elles restent exclues de la procédure du référé précontractuel.

Le Moniteur - 10/11/2006

### **✚ Restauration collective : marché ou DSP ?**

Une décision récente de la CAA de Versailles est l'occasion de revenir sur le choix du type de contrat à retenir pour les prestations de restauration collective : marché public ou DSP ?

La Lettre du Cadre Territorial - 15/11/2006

### **✚ Occupation du domaine public et DSP : où est la frontière ?**

Décision n° 0609751/6 du 7 juillet 2006 - Tribunal administratif de Paris

Le Moniteur - 17/11/2006

### **✚ Modéliser les transports pour mieux les organiser**

Les outils de modélisation constituent une aide à la décision lors de la création ou de la modification d'une ligne de transport. Les recueils de données, les hypothèses, les modèles et logiciels, doivent être adaptés à la nature des projets envisagés.

La Gazette des Communes - 20/11/2006

### **✚ Distribution d'eau : les opérateurs privés accusés de sous-investir**

Les contrats d'affermage passés entre les collectivités locales et leurs délégataires privés font l'objet d'accusations répétées qui replacent en avant le débat sur un retour aux régies. Une cinquantaine de communes sont revenues à une gestion publique de l'eau depuis six ans.

Les Echos - 24/11/2006

### **✚ L'utilisateur du service public industriel et commercial**

Celui qui bénéficie des prestations a la qualité d'utilisateur du service. Tel est le cas, vis-à-vis d'EDF, et selon la Cour de cassation, du propriétaire de l'immeuble donné à bail qui s'est acquitté des frais de raccordement au réseau électrique et de pose des compteurs électriques dès lors que le dommage causé, ultérieurement, à son immeuble est survenu sur la partie de l'installation électrique intérieure à cet immeuble, en amont des installations locatives.

AJDA - 27/11/2006

### **✚ La prolongation d'une délégation de service public n'est pas un droit mais une faculté**

Par le présent jugement, le Tribunal administratif de Nice s'est prononcé sur les conditions d'application des dispositions de l'article L 1411-2 a du Code général des collectivités territoriales qui permettent, pour des motifs d'intérêt général, de prolonger une délégation de service public pour une durée d'un an au maximum.

TA Nice, audience 20 oct. 2006, n° 0505756, Comité Intercommunal de Défense des Usagers de l'Eau (CIDUE) c./ Communauté d'agglomération de Fréjus Saint-Raphaël  
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/11/2006

 **Loi sur l'eau : le Sénat modifie le projet**

Lors de sa seconde lecture, le Sénat a modifié plusieurs dispositions du projet de loi sur l'eau. L'AMF a été entendue sur plusieurs points importants. Épilogue prévu fin novembre avec l'adoption par l'Assemblée nationale.

Maires de France - 30/11/2006

 **Qualification et passation des DSP : nouvelles précisions et nouvelles interrogations**

Par un arrêt du 28 juin 2006, le Conseil d'État a apporté de nouvelles précisions relatives à la distinction entre marché public et convention de délégation de service public en considérant que la convention ayant pour objet la gestion déléguée par affermage des réseaux et ouvrages de production et de traitement de l'eau potable constituait une délégation de service public et non un marché public

Contrats Publics - 30/11/2006

 **La méthode HACCP dans la restauration collective**

Les exigences de sécurité alimentaire contraignent les cantines scolaires à respecter un certain nombre de règles. Dans ce cadre, une méthode, baptisée « HACCP », mérite d'être exposée.

Journal des Maires - 30/11/2006

## DIVERS

### **Concessions d'aménagement : la fin d'une longue incertitude !**

Les procédures de mise en concurrence des concessions d'aménagement montrent une volonté réelle d'allégeance au juge communautaire.

La Lettre du Cadre Territorial - 01/11/2006

### **Concessions d'aménagement : une apparente contradiction**

La loi du 20 juillet 2005 valide rétroactivement les conventions publiques d'aménagement non précédées d'une publicité et d'une mise en concurrence.

Le Moniteur - 10/11/2006

### **Services publics : expérimenter pour retrouver de la vitalité**

Caroline Garcia

La Gazette des Communes - 13/11/2006

## MARCHES PUBLICS

### **Entreprises en difficulté : encore des zones d'ombre**

La loi du 26 juillet 2005 a institué deux mesures de prévention pour anticiper les défaillances d'entreprises : la procédure de sauvegarde et la conciliation.

Le Moniteur - 03/11/2006

### **La procédure d'appel d'offres**

Avec le Code 2006, l'appel d'offres continue d'apparaître comme la procédure de référence en matière de marchés publics, même si son champ d'application se réduit peu à peu. Son régime, mises à part quelques actualisations reste globalement semblable à ce qu'il était auparavant

Le Moniteur - 03/11/2006

### **Les procédures électroniques**

Le CMP 2006 limite le recours à l'enchère électronique aux marchés de fournitures d'un montant supérieur à 210000 euros HT.

La Gazette des Communes - 06/11/2006

### **Communicabilité des pièces de la procédure d'un marché**

Arrêt du 230 octobre 2006 - n° 278601 - Conseil d'Etat

Le Moniteur - 10/11/2006

### **Les procédures négociées**

La procédure négociée voit son domaine confirmé et même légèrement étendu par le Code 2006

Le Moniteur - 10/11/2006

### **Pourquoi le régime des variantes a changé**

Depuis l'entrée en vigueur du Code 2006, les variantes sont interdites sauf si elles ont été expressément autorisées par le pouvoir adjudicateur.

Le Moniteur - 10/11/2006

### **La procédure adaptée**

Les circonstances justifiant l'absence de publicité et de mise en concurrence peuvent être: une urgence impérieuse, des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité.

La Gazette des Communes - 13/11/2006

### **Marché public : le prix peut ne pas être un critère d'attribution**

Dans l'arrêt qu'il a rendu le 28 avril 2006 à propos d'un marché conclu par la commune de Toulouse pour la mise à disposition, la pose, l'entretien et l'exploitation de mobiliers urbains, le Conseil d'État a indiqué que cette commune pouvait ne pas retenir le prix comme critère d'attribution de son marché

La Lettre du Cadre Territorial - 15/11/2006

### **Les PME décrochent déjà les deux tiers des commandes publiques**

Installé l'an dernier à Bercy, l'Observatoire économique de l'achat public a publié hier ses premières statistiques sur les commandes de l'Etat et des collectivités locales. Les travaux représentent la moitié des marchés.

Les Echos - 16/11/2006

### **Adaptation de la Mission interministérielle d'enquête sur les marchés publics (MIEM)**

Réponse ministérielle. QE N° 51888 du 30/11/2004. Réponse JO Assemblée nationale du 24/10/2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Cas de non-admission d'une candidature à la commande publique**

Réponse ministérielle. QEN° 96832 au 13/06/2006. Réponse publiée au JO le: 24/10/2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Composition des commissions d'appels d'offre des collectivités locales**

Réponse ministérielle du 24 octobre 2006. Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. QE n°93577 du 09/05/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 24/10/2006  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Florilège autour de l'accord-cadre**

La principale innovation du Code 2006, l'accord-cadre, soulève de nombreuses questions.  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Indication du montant prévisionnel d'un marché Réponse**

ministérielle du 24/10/2006. QEN°98353 du 27/06/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 24/10/2006  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **La procédure de dialogue compétitif**

Le Code 2006, confirme l'existence de la procédure de dialogue compétitif, sans pour autant étendre son domaine. Le fonctionnement général du mécanisme a été affiné et précisé, notamment grâce à la suppression de la rédaction obligatoire d'un cahier des charges à l'issue de la phase de dialogue  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Le premier modèle type d'accord-cadre**

Le Code des marchés publics issu du décret du 1er août 2006 définit les accords-cadres comme «les contrats ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et, le cas échéant, les quantités envisagées» (article 1er). Ces accords sont régis par l'article 76 du Code.  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Prise en compte de l'insertion sociale et professionnelle par la commande publique**

Réponse ministérielle du 24 octobre 2006. QE n° 101635 du 01/08/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 24/10/2006  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Projet de révision des différents cahiers des clauses administratives générales**

Réponse ministérielle du 24 octobre 2006. QE n° 101785 du 08/08/2006. Réponse JO Assemblée nationale du 24/10/2006  
Le Moniteur - 17/11/2006

### **Commande publique : les acteurs et les procédures internes d'achat**

Deux acteurs majeurs : la commission d'appel d'offres (CAO) et l'assemblée délibérante  
Le Courrier des Maires - 20/11/2006

### **La procédure d'appels d'offres**

L'appel d'offres « est la procédure par laquelle le pouvoir adjudicateur choisit l'attributaire, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats  
La Gazette des Communes - 20/11/2006

### **Les règles applicables aux bailleurs sociaux**

Le décret du 1er août 2006 réformant le Code des marchés publics a apporté des clarifications quant aux règles applicables aux bailleurs sociaux en la matière. Les marchés des Opac sont désormais soumis au Code des marchés publics, tandis que les organismes privés d'HLM et les SEM, tout n'en étant pas soumis au code, sont astreints à des obligations de publicité et de mise en concurrence.  
La Gazette des Communes - 20/11/2006

### **Comment justifier le recours au marché global**

En vertu de l'article 10 du Code 2006, le pouvoir adjudicateur doit en principe allouer ses opérations. Il peut aussi passer un marché global, sous certaines conditions, au demeurant assez souples. La question qui se pose est alors la suivante : faut-il justifier le recours au marché global et, si oui, comment ?  
Le Moniteur - 24/11/2006

### **La procédure adaptée**

Les marchés à procédure adaptée (MAPA) ont été institués par le Code 2004 en remplacement des marchés sans formalités préalables du Code 2001. Ils sont reconduits sans subir de modification fondamentale. Le régime des MAPA a vu son régime précisé par la jurisprudence  
Le Moniteur - 24/11/2006

### **Place des PME dans les marchés publics en 2004**

Synthèse du 15 novembre 2006.  
Le Moniteur - 24/11/2006

### **Tableaux synthétiques de publicité des marchés publics**

Ministère de l'Economie, de Finances et de l'Industrie  
Le Moniteur - 24/11/2006

### **Les procédures négociées**

Les procédures négociées sont celles par lesquelles le pouvoir adjudicateur négocie les conditions du marché avec un ou plusieurs opérateurs économiques.  
La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Le pouvoir de contrôle du juge administratif**

Pour la première fois, la cour administrative d'appel de Paris reconnaît au juge administratif le pouvoir de moduler l'ampleur des pénalités de retard appliquées au titulaire d'un marché public. De plus, elle apporte certaines précisions sur le contenu du mémoire en réclamation exigé par les articles 13.44 et suivants du CCAG-Travaux.  
Contrats Publics - 30/11/2006

### **Les marchés publics confrontés à la clause de "poison pill"**

La clause prévoyant le versement d'une somme de 100 000 euros à chaque salarié d'une association au cas où, lors d'un transfert de la délégation, l'effectif dépasserait soixante personnes peut-elle être constitutive d'un abus de position dominante ?  
Contrats Publics - 30/11/2006

### **Petites et moyennes entreprises : nouvelles mesures du Code des marchés publics**

De nombreuses dispositions du Code des marchés publics 2006 permettent de favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Leurs effets positifs reposent sur la volonté des collectivités locales.  
Journal des Maires - 30/11/2006

# EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

## INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

### **Bulletins municipaux : les limites à ne pas franchir**

Quelques règles qu'il est important de connaître et qu'une récente réponse ministérielle rappelle opportunément. |

La Lettre du Cadre Territorial - 01/11/2006

### **Le secteur public à l'écoute des usagers**

Qu'ils soient à Paris ou en province, au service de l'État ou des collectivités territoriales, dans un service de quelques fonctionnaires ou à la tête d'une direction de ministère, partout, des agents publics innovent pour mieux répondre aux attentes des citoyens. Coup de projecteur sur cinq entités qui ont su se remettre en question pour améliorer la qualité du Service public.

Acteurs Publics - 01/11/2006

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

### **L'Alsace à la conquête des marchés publics internationaux**

Depuis un an, les entreprises bénéficient d'un accompagnement dans leur conquête des marchés internationaux.

La Gazette des Communes - 08/11/2006

### **La Lorraine veut raviver ses exportations**

Trop dépendantes des marchés de proximité, les exportations régionales ont marqué le pas en 2005. Le conseil régional met en place des outils pour accompagner les PME dans leur prospection à l'étranger.

L'Usine Nouvelle - 09/11/2006

### **Toulon teste le contrat de transition professionnelle**

Expérimenté depuis avril 2006 à Toulon, ce dispositif d'aide au retour à l'emploi a déjà séduit plus de 120 licenciés économiques

La Tribune - 15/11/2006

### **Angers prend son destin industriel en main**

Pour faire face au recul des grands groupes qui composaient son armature industrielle, la ville compte sur une nouvelle génération d'entreprises indépendantes et sur ses propres ressources.

L'Usine Nouvelle - 16/11/2006

### **Les pôles de compétitivité s'ouvrent à la coopération internationale**

Une quinzaine de partenariats internationaux ont été conclus par les structures françaises avec des clusters étrangers, sans compter les accords particuliers portant sur les projets de recherche, difficiles à recenser.

Les Echos - 17/11/2006

### **La carte internationale des pôles de compétitivité**

A Sophia Antipolis, le 17 novembre, le 2 forum annuel des pôles de compétitivité l'a confirmé: moins de dix-huit mois après leur création, les clusters à la française se mondialisent.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **La Défense voit plus grand**

L'Epad et les promoteurs immobiliers projettent de reconstruire les tours pour répondre aux attentes des grandes entreprises qui, sinon, risquent de plier bagage.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le bassin de la Seine en voie de mutation**

Les dimensions de l'écluse fluviale de Port 2000, au Havre, viennent d'être dévoilées par Dominique Perben. L'ouvrage est attendu par les ports havrais, rouennais et parisiens, qui se préparent à un afflux massif de marchandises.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le tour de France de l'emploi**


Selon l'Apec, les offres d'emploi dans les SSII et chez les éditeurs de logiciels y auraient progressé de 47 % en 2005. Les offres liées aux fonctions R&D et études progressent de 60 %.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **L'Ile-de-France fait passer l'écologie avant l'économie**

La région présente aujourd'hui une première version de son schéma directeur qui propose une densification de la proche banlieue et le développement des transports en commun au détriment des routes. Ce qui risque de faire débat.

Les Echos - 29/11/2006

 **Le Pôle nucléaire Bourgogne : un pôle de compétitivité pour les marchés mondiaux de l'énergie !**

Initié par ses 9 membres fondateurs, le pôle compte à mi-2006 près de 70 membres dont 21 fabricants, 4 centres de recherches, 6 centres de formation...

La Revue du Trésor - 30/11/2006

## AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

## ENVIRONNEMENT

### **La nouvelle directive publiée**

Les producteurs sont responsables de la collecte et de l'élimination des déchets. Des taux de collecte (assez bas) et de recyclage (peu élevés) sont imposés  
 Environnement Technique - 01/11/2006

### **Les rejets d'effluents industriels**

Les rejets industriels dans le milieu naturel ou dans les réseaux d'assainissement sont strictement réglementés, par la législation sur l'eau, par celle sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et par le Code de la santé publique. Cet article fait le point sur cette réglementation complexe et sur la façon dont ses composantes s'articulent.  
 Environnement Technique - 01/11/2006

### **Remise en état de sites d'ordures ménagères : guide à l'usage des opérateurs techniques**

Les renforcements consécutifs des normes de rejets atmosphériques des incinérateurs ont conduit à la fermeture, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, de nombreuses installations, en général de faible capacité, dont la mise aux normes n'était économiquement pas justifiée. L'inventaire de ces sites a révélé de nombreux cas de gestion peu rigoureuse des déchets nécessitant une remise en état  
 Environnement Technique - 01/11/2006

### **Remise en état de sites d'usines d'incinération d'ordures ménagères : guide à l'usage des opérateurs techniques**

Les renforcements consécutifs des normes de rejets atmosphériques des incinérateurs ont conduit à la fermeture, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, de nombreuses installations, en général de faible capacité, dont la mise aux normes n'était économiquement pas justifiée  
 Environnement Technique - 01/11/2006

### **Les collectivités font leurs premiers pas dans l'achat durable**

Chez les collectivités engagées dans l'achat durable, le prix reste le critère largement prépondérant.  
 Le Moniteur - 03/11/2006

### **La guerre de l'eau n'aura pas lieu, estiment les Nations unies**

La coopération en matière de gestion des ressources en eau est déjà bien engagée entre de nombreux pays. Renforcer les mécanismes transfrontaliers doit être un impératif des prochaines décennies, souligne le Pnud.  
 La Tribune - 10/11/2006

### **Le casse-tête de l'incinérateur des Bouches-du-Rhône**

Le projet d'installation de l'incinérateur de la communauté urbaine de Marseille à Fos-sur-Mer est l'exemple type des difficultés posées par la gestion des déchets  
 La Gazette des Communes - 13/11/2006

### **Les déchets électroniques enfin à l'ère du recyclage**

À partir d'aujourd'hui, la collecte et le traitement des déchets issus d'équipements électriques et électroniques deviennent obligatoires. Producteurs, mais aussi collectivités et consommateurs doivent mettre la main à la poche.  
 La Tribune - 15/11/2006

### **Déchets électroniques. Une mise en place laborieuse**

La filière française de recyclage des déchets électroniques existe officiellement depuis le 15 novembre. Un marché potentiel de 100 millions d'euros par an. Mais entre délais serrés, acteurs hétérogènes et technologies à inventer, il faudra du temps pour professionnaliser ce marché.  
 L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **La planète recyclage**

1.2 milliard de tonnes de déchets municipaux sont récupérées chaque année dans le monde  
 L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le déchet de plastique, un nouveau pétrole**

Les technologies de tri et de traitement s'affinent, les gisements se multiplient. Pour autant, à l'image des ferrailleurs des années 50, les spécialistes doivent encore prendre leur bâton de pèlerin pour convaincre les plasturgistes d'utiliser les matières premières secondaires.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le dernier voyage de la Clio**

Depuis le 24 mai, toute voiture neuve mise sur le marché doit être recyclable à 85% de son poids. Ce qui favorise la structuration de la filière de traitement. Nous avons suivi un véhicule le long de son processus de déconstruction.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le méli-mélo de la fiscalité verte**

L'éco-fiscalité va s'alourdir en 2007. Au-delà du montant de la facture, c'est surtout ! l'empilement des mesures qui inquiète les industriels.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Le recyclage dans tous ses états**

Des véhicules hors d'usage aux vieux journaux, en passant par les emballages ou les réfrigérateurs, la réglementation sur la fin de vie des produits se généralise. Alors que la flambée des matières premières primaires se confirme, les technologies de recyclage progressent. Le déchet est désormais considéré comme une matière première exploitable.

L'Usine Nouvelle - 23/11/2006

### **Déchets et dépollution, terreaux d'innovation**

La collecte et le traitement des déchets électriques et électroniques sont lancés. Les procédés chimiques et biologiques de dépollution des sols in situ se développent. Ils évitent la mise en décharge.

Le Moniteur - 24/11/2006

### **Eaux, milieux et usages : documents de référence publiés en 2006**

Les normes éditées en 2006 par l'Association française de normalisation

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Faire les bons calculs**

En vertu d'une directive européenne, les agglomérations sont tenues de cartographier le bruit sur leur territoire. Une stratégie cohérente doit être mise en place pour obtenir un outil efficace.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Améliorer la ventilation**

En France, la qualité de l'air intérieur est encore très peu prise en compte. Une étude menée par l'Observatoire de la qualité de l'air intérieur sera dévoilée lors du salon Pollutec.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Gaz propane : de nouvelles dessertes**

Des citernes alimentent le réseau de sept communes bretonnes, membres d'un syndicat intercommunal dédié.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **La mise en conformité des usines s'achève**

Les usines d'incinération se sont engagées dans des travaux importants pour se mettre en conformité avec les nouvelles normes réglementaires. De lourds investissements ont été consacrés à la réduction de la pollution atmosphérique.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Le premier centre de valorisation organique européen à Lille**

Déchets traités: déchets verts et de cuisine, déchets de restauration collective, etc. Quantité traitée : 100000 t/an. I Production de biogaz: environ 4,5 millions de litres de gasoil en équivalent pétrole, soit la consommation de 100 bus par an.

La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Quatre-vingts nouvelles normes publiées cette année**

Le rythme de parution des normes liées au cycle de l'eau s'intensifie. Au premier plan des travaux de l'Afnor : la sécurité sanitaire des produits et la gestion des risques  
La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Un outil à ne pas négliger**

Les nouvelles obligations faites aux producteurs d'énergie pourraient se révéler intéressantes pour les collectivités.  
La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **Un procédé innovant de filtration sur membranes plaques**

Le Guilvinec (Finistère) a opté pour une technique inédite de traitement des eaux usées, breveté depuis peu.  
La Gazette des Communes - 27/11/2006

### **e-déchets : l'an 1 du recyclage et de la valorisation**

En retard, la France a commencé à mettre en place ses filières de collecte, de recyclage et de réutilisation des équipements électriques et électroniques.  
La Tribune - 29/11/2006

### **Vers l'Europe du recyclage des déchets ?**

La Commission européenne, lors de l'élaboration de la stratégie thématique des déchets en décembre 2005, a dressé un bilan contrasté de la politique menée par l'Union européenne soutenue par les Etats membres, les collectivités locales et les particuliers.  
Journal des Maires - 30/11/2006

## DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

### **Stratégie nationale de développement durable et renforcement du plan Climat**

Comité interministériel pour le développement durable du 13 novembre 2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Transfert des services déconcentrés du ministère des transports et de l'équipement pour l'exercice des compétences en matière de route nationales transférées**

Décret 2006-1342 du 6 novembre 2006 - JO du 7 novembre 2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Transfert des services déconcentrés du ministère des transports et de l'équipement pour l'exercice des compétences transférées en matière de fons de solidarité pour le logement**

Décret 2006-1343 du 6 novembre 2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Transfert des services déconcentrés du ministère des transports et de l'équipement, pour l'exercice des compétences dans le domaine des routes départementales**

Décret 2006-1341 du 6 novembre 2006 - JO du 7 novembre 2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Transfert des services du ministère des transports et de l'équipement pour l'exercice des compétences transférées dans le domaine des ports départementaux maritimes**

Décret 2006-1344 du 6 novembre 2006 - JO du 7 novembre 2006

Le Moniteur - 17/11/2006

### **Les départements se réorganisent pour l'accueil des agents DDE**

Près de trente mille agents des directions départementales de l'équipement (DDE) seront transférés aux départements à partir du 1er janvier 2007.

Le Moniteur - 24/11/2006

# CONTROLE INTERNE

## CONTROLE PRIVE

## CONTROLE PUBLIC

### **Un contribuable pallie la déficience du conseil général**

Conseil d'Etat, décision du 16 octobre 2006, n° 292109, inédite au recueil Lebon. Le texte intégral est publié sur notre site : [www.lagazettedescommunes.com](http://www.lagazettedescommunes.com)  
La Gazette des Communes - 06/11/2006

### **Les magistrats financiers épinglent l'endettement de Marseille**

Pour la chambre régionale des comptes, la deuxième ville de France doit impérativement entreprendre des réformes structurelles. L'encours total de la dette atteignait 1,54 milliard d'euros au 31 décembre 2004.  
Les Echos - 08/11/2006

### **Le Parlement peut fixer des missions à la Cour des comptes, pas l'inverse**

Le Parlement doit progresser dans sa mission de contrôle. On ne passe pas du jour au lendemain d'une culture de soumission et de démission à une culture de contrôle et d'évaluation.  
Les Echos - 27/11/2006

## MONDE, EUROPE

### **10 Conseils pour bénéficier des fonds structurels 2007-2013**

Cette programmation s'est fixé un enjeu à la hauteur des défis de l'Union européenne : rendre l'économie européenne la plus compétitive tout en respectant le principe de cohésion  
Le Courrier des Maires - 20/11/2006

## PATRIMOINE

### **Les églises et le code général de la propriété des personnes publiques**

Le juge administratif, dans le silence de la loi de 1905, avait décidé de déroger au droit commun de la domanialité publique en instituant une compétence partagée entre la collectivité propriétaire et l'affectataire des lieux de cultes. L'article L. 2124-31 du code général de la propriété des personnes publiques apporte un support textuel à cette solution jurisprudentielle.

AJDA - 27/11/2006

# URBANISME

## RESPONSABILITES DES ELUS ET DES FONCTIONNAIRES

### **L'évolution de la responsabilité pénale des élus locaux pour des délits non intentionnels depuis la loi Fauchon**

En quelques années, les élus locaux, naguère peu inquiétés (si l'on excepte l'affaire du dancing de Saint-Laurent-du-Pont dans les années soixante-dix), ont vu en effet un accroissement brutal de la mise en jeu de leur responsabilité pénale pour des délits non intentionnels.

Le Courrier des Maires - 30/11/2006

## RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

### **✚ Du détournement de fonds publics par le non-respect d'une affectation budgétaire**

Est un détournement de fonds publics, entraînant de plein droit radiation des listes électorales, le fait de ne pas respecter une affectation budgétaire.

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/11/2006

### **✚ Instantané de jurisprudences administratives en matière de sanctions disciplinaires : vers une responsabilisation accrue des fonctionnaires ?**

Les fonctionnaires relevant des trois fonctions publiques sont soumis à des règles codifiées qui dépassent le cadre strict de leur statut professionnel pour s'étendre à la mission globale qu'ils assurent, au service de l'intérêt général. L'accent jurisprudentiel est mis depuis quelques mois sur cette particularité, qui aboutit désormais à fixer de nouvelles exigences aux agents publics, dont le comportement, en tant qu'individus et non pas uniquement en tant que salariés, doit être irréprochable. C'est d'ailleurs à ce titre que le principe de l'engagement de leur responsabilité disciplinaire est bien souvent validé par les juridictions administratives, qui élargissent ainsi le champ des obligations imposées aux fonctionnaires. CAA Paris 19 sept. 2006, n° 02PA01874 ; CAA Douai 4 juillet. 2006, n° 05DA01123

Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/11/2006

### **✚ L'évolution de la responsabilité pénale des élus locaux pour des délits non intentionnels depuis la loi Fauchon**

L'examen de la jurisprudence depuis 2000 témoigne d'une prise en compte équilibrée, au regard d'une appréciation in concreto, des critères cumulatifs posés par le législateur pour retenir la faute caractérisée des élus

Le Courrier des Maires - 30/11/2006 Le Courrier des Maires - 30/11/2006

# CORRUPTION

## INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

### **La distinction marchés de travaux, de fournitures ou de services**

La qualification juridique de l'objet du marché est souvent négligée au stade de la définition du besoin qui insiste, généralement, plutôt sur la qualification matérielle de l'objet du marché. Or, cette opération est déterminante pour la passation et l'exécution du marché. Celles-ci diffèrent sensiblement suivant que l'on aura affaire à un marché de travaux ou, au contraire, à un marché de fournitures ou de services. Le code 2006 apporte d'intéressantes précisions. Néanmoins, celles-ci devront être complétées par les enseignements disponibles dans d'autres contentieux, notamment celui de la sous-traitance.

La Semaine Juridique - 20/11/2006

### **Remarques sur un secret professionnel à géométrie variable : l'avocat, la collectivité publique et l'élu**

La relation entre l'avocat et son client est normalement couverte par le secret. Toutefois, lorsque ce client a la qualité d'autorité administrative, ce secret se heurte au droit à la communication des documents administratifs et au droit des élus de disposer des éléments nécessaires à l'accomplissement de leurs missions. La communication des consultations rédigées par l'avocat peut poser des problèmes qui sont à la fois politiques, juridiques et déontologiques.

La Semaine Juridique - 20/11/2006

### **Le rôle du secrétaire général du MINEFI**

De création récente la fonction de secrétaire général me paraît inscrite dans le paysage administratif du MINEFI. Elle doit désormais s'apprécier selon une double perspective : sa dimension ministérielle, thème qui est d'actualité compte tenu de la réforme qui vient de redéfinir le champ d'intervention du secrétaire général; sa dimension de responsable de programme, le secrétaire général ayant été désigné responsable de deux importants programmes du MINEFI, situation qui nécessite la mise en place d'un mode de gouvernance adapté.

La Revue du Trésor - 30/11/2006

## COMPTES DE CAMPAGNE

### **Elections : Les grands préparatifs**

Dans le cadre de la simplification du droit, le gouvernement vient d'adopter un décret (n° 2006-1244 du 11 octobre 2006 portant mesures de simplification en matière électorale) qui, pour une large partie, toilette le Code électoral en simplifiant certaines formulations de ses dispositions, et, pour d'autres points, innove assez profondément. Nous laisserons de côté les dispositions touchant au candidat pour nous concentrer sur celles concernant directement les électeurs.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/11/2006

### **Publication d'ouvrages et comptes de campagne**

Un ouvrage publié par un candidat doit-il nécessairement être analysé comme une action de propagande ?  
La Lettre du Cadre Territorial - 01/11/2006

### **Le bulletin municipal en période électorale**

Ne transgresse pas les dispositions de l'article L 52-1, alinéa 2, la circonstance que le candidat élu a, dans l'année précédant son élection, eu son nom plus souvent mentionné et sa photographie plus souvent reproduite dans un bulletin municipal que les années précédentes. Le coût même partiel de ce bulletin n'avait pas à figurer dans son compte de campagne.

AJDA - 06/11/2006

### **La propagande par Internet obéit à des règles**

Par une recommandation récente, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) précise, notamment, les conditions dans lesquelles des opérations de propagande électorale par Internet peuvent être conduites.

La Gazette des Communes - 13/11/2006

### **Le contentieux du remboursement des dépenses électorales**

Le Conseil d'Etat, en qualité de juge du contentieux du remboursement des dépenses électorales, considère que doivent être réintégrées dans le compte de campagne des dépenses destinées à assurer la protection d'un candidat et celles correspondant à l'acquisition d'un ouvrage dont il est le coauteur, avant de fixer lui-même le montant exact du remboursement de l'Etat auquel il a droit

AJDA - 13/11/2006